Prolétaires de tous les pays, unissons-nous



n°212
16 juin 2025
p.a.f 1 €

Lutte Ouvrière
Arbeidersstrijd

Union communiste internationaliste (trotskyste)

Face à la guerre, la révolution !

Depuis deux mois Trump négociait avec les dirigeants iraniens la limitation de leur programme nucléaire. Finalement, il a donné son feu vert à Netanyahou pour attaquer l'Iran.

C'est une étape de plus vers la guerre généralisée. Pour les populations du Moyen-Orient, après les bombardements systématiques sur Gaza, le Liban, la Syrie, l'Irak, c'est une plongée supplémentaire dans la barbarie.

La seule alternative au chaos engendré par les gouvernements qui engagent les guerres, c'est la révolte des peuples contre l'impérialisme !

Il n'y a pas d'autre voie. Les impérialistes ne s'arrêteront pas.

Au nom des intérêts des banquiers et des actionnaires des multinationales, les dirigeants des pays impérialistes, USA en tête, et derrière l'Angleterre, la France, l'Allemagne... et aussi la Belgique, sont prêts à toutes les atrocités !

Que ce soit le massacre des Palestiniens, les bombardements sur le Liban, la déstabilisation de la Syrie, les frappes au Yémen et maintenant la guerre contre l'Iran... c'est le régime d'extrême droite de Netanyahou qui les met en œuvre, mais ce sont les pays impérialistes les plus puissants, USA en tête, qui les soutiennent, voire les décident.

Leurs objectifs sont toujours les mêmes : mettre la main sur les ressources, les matières premières, les routes commerciales, et dominer leurs concurrents.

C'est ce système, basé sur la propriété privée, l'exploitation et la concurrence, dont il faut se débarrasser. Car voilà plus de 150 ans que cela dure !

Depuis la fin du 19e siècle les capitalistes des pays riches n'ont jamais cessé de faire la guerre partout où ils pouvaient arracher du profit et exploiter des populations.



Au Proche et au Moyen-Orient, l'Angleterre, la France, l'Italie, se sont partagés l'empire turc (l'empire ottoman). Ils se sont imposés aux populations par la force pour les exploiter. Au cours du 20e siècle, les bombardements et les interventions militaires ont frappé tous les pays de la région : Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte, Soudan, Palestine, Syrie, Irak...

Aucun peuple n'y a échappé. Aucun « cessez-le-feu », aucune « résolution diplomatique », aucune déclaration de l'ONU n'a pu empêcher la violence des armées capitalistes pour imposer leur domination et assurer leurs profits.

Seules les révoltes des peuples ont commencé à ouvrir d'autres perspectives que la domination des impérialistes ! Surtout après la révolution ouvrière communiste de 1917 en Russie.

Dès les années 1920, une révolte partie d'Égypte s'est étendue à la Syrie, au Liban et jusqu'en Irak, ébranlant les régimes sur lesquels s'appuyaient les impérialistes !

Autour de 1936, au même moment où la classe ouvrière relevait la tête en Europe, les travailleurs des pays arabes se soulevaient dans une vague de grèves, de révoltes et de manifestations qui s'est répandue du Maroc à l'Irak en passant par la Tunisie, l'Algérie, la Syrie, l'Égypte et la Palestine !

A la fin de la deuxième guerre mondiale, la classe ouvrière de nombreux pays s'est révoltée contre la colonisation, et ce n'est qu'au prix de massacres que les puissances européennes ont maintenu leur domination.

Des révoltes n'ont jamais cessé d'éclater. Mais le stalinisme a empêché que la classe ouvrière mène une lutte pour renverser leur bourgeoisie et prendre le pouvoir, et ce sont finalement les mouvements nationalistes d'abord, et religieux ensuite, qui se sont retrouvés à la tête des États.

Le stalinisme avait détruit les partis ouvriers, communistes et révolutionnaires, qui auraient pu ouvrir d'autres perspectives en unifiant les peuples révoltés dans une lutte contre l'impérialisme, en dépassant les frontières nationales

tracées par les impérialistes.

Quant aux pouvoirs héritiers plus ou moins lointains du stalinisme, comme en Russie et en Chine, ils se sont intégrés au capitalisme et n'apportent aucune solution à l'humanité.

Face à la crise du capitalisme et à la généralisation des guerres, c'est la perspective de révolution contre le capitalisme qu'il faut retrouver.

Cela passera par la reconstruction de partis ouvriers révolutionnaires, qui sont les seuls qui peuvent permettre aux travailleurs, non seulement de renverser des régimes dictatoriaux, mais aussi de mettre fin à l'impérialisme qui domine la planète et de construire un monde débarrassé de la barbarie.

Il est certain que les peuples de Palestine, d'Iran, d'Israël, et d'ailleurs, n'accepteront pas éternellement de faire les frais des massacres, des guerres, de la misère et des déplacements de population. Des révoltes éclateront.

La reconstruction de partis ouvriers révolutionnaires est nécessaire.

Et dans notre pays, même si la guerre n'est pas encore là, il faut se préparer et s'organiser. D'abord pour défendre nos intérêts de travailleurs, contre nos propres capitalistes, et c'est aussi le moyen d'aider au développement de partis révolutionnaires dans les autres pays.

Monde du travail

Tous à la manifestation du 25 juin !

Chaque semaine, le gouvernement annonce de nouvelles mesures qui vont nous rendre la vie plus difficile.

Les indemnités de chômage vont diminuer et durer moins longtemps, avec plus de contrôles, alors que les patrons ne cessent de licencier, et que le licenciement va être rendu plus facile pour se débarrasser des travailleurs âgés !

Les travailleurs malades, cassés par le travail, seront encore plus contrôlés et poussés à reprendre le travail ou se retrouveront au CPAS !

Pour augmenter la précarité, les travailleurs d'origine étrangère auront plus de mal à obtenir la nationalité !

Toutes ces économies sur le dos de la population serviront à verser plus de cadeaux aux entreprises, et à augmenter les dépenses d'armement…

Le capitalisme nous mène au bord du gouffre ! Moins d'argent pour l'éducation et la santé, plus d'argent pour l'industrie de la mort. Et à l'échelle internationale, on voit partout jusqu'où peut mener le capitalisme, du génocide à Gaza, aux massacres sans fin au Congo, en passant par la guerre en Ukraine et au Moyen-Orient.

Le capitalisme n'apporte plus que terreur et désolation. Tout cela pour les profits d'une minorité d'ultra-riches. Mais les milliardaires ne gagneraient pas un centime sans les milliards de travailleurs !

Les travailleurs font tout tourner. Ils ont montré dans le passé qu'ils sont capables de s'organiser, de prendre conscience de leur force, et de se révolter pour mettre à bas le pouvoir des patrons et des actionnaires.

La manifestation organisée par les syndicats le 25 juin n'a pas l'ambition de renverser le capitalisme, loin de là. Mais, pour préparer la révolte nécessaire, les travailleurs qui refusent de se laisser écraser par ce système barbare ont le devoir de se lever pour crier « *NON, nous refusons cet avenir ! A bas le capitalisme !* ».

Alors retrouvons-nous le 25 juin à 11h à la Gare du Nord à Bruxelles. Profitons-en pour nous réunir, discuter de nos problèmes, et préparer les luttes futures !





Abonnement : 30 € pour un an d'abonnement (20 numéros), ou plus avec soutien.
Vous pouvez vous abonner à Lutte Ouvrière par virement : IBAN: BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1
avec mention abonnement LOB et vos coordonnées postales ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.
Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse.

0% à négocier ? 100% à imposer !

Après le désaccord entre les directions syndicales et le patronat, c'est le gouvernement qui s'est chargé de fixer la norme salariale à 0 % : autrement dit, les salaires ne pourraient pas augmenter au-delà de l'indexation automatique.

Mais cette indexation, basée sur un indice qui la minimise et arrive après les augmentations des prix – pour beaucoup un an après – entraîne un appauvrissement continuel.

Mais peu importent les lois, les arrêtés ou les soi-disant avis d'experts : il n'y a aucune raison d'accepter de s'appauvrir. Des augmentations de salaire sont nécessaires et les travailleurs ont la capacité de les imposer.

Le moyen d'y parvenir est bien connu dans l'histoire du mouvement ouvrier : renouer avec les grèves déterminées, qui rassemblent un large front de travailleurs de tous les secteurs autour de leurs intérêts communs.

Ministre du marche ou crève

Clarinval, le ministre MR de l'emploi, propose une loi pour supprimer la durée minimale du travail à temps partiel, actuellement un tiers temps.

Une mesure déjà en place en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas qui met les travailleurs à la merci des employeurs qui imposent les horaires et les salaires qu'ils veulent !

Clarinval a aussi décidé qu'il faut maintenant 156 jours de travail à temps plein pour qu'une année compte pour le calcul de la pension.

Comment les travailleuses et les travailleurs soumis à un régime de travail limité à quelques heures par semaine ou par mois pourront-ils y parvenir ?

Généralisation du travail de nuit

Le Parlement s'apprête à adopter un projet de loi qui dérégule complètement le temps de travail.

Le nombre d'heures supplémentaires soi-disant « volontaires », sans justification requise, passerait de 100 à 360 heures par an — et même jusqu'à 450 heures dans l'Horeca.



L'un des reculs sociaux les plus importants dans cette loi réside dans la suppression de l'interdiction du travail de nuit (entre 20h et 6h). Jusqu'ici, il ne pouvait être autorisé qu'à titre exceptionnel. Pourtant, plus de 500.000 travailleurs — soit un sur dix — y étaient déjà régulièrement ou occasionnellement exposés.

Désormais, le travail de nuit sera possible dans tous les secteurs, sans aucune restriction.

Et ce travail de nuit sera moins rémunéré qu'avant : dans la logistique et le commerce, les primes de nuit ne seront versées que pour les heures comprises entre minuit et 5h du matin, contre 20h-6h actuellement. Les syndicats estiment que cela pourrait représenter une perte de salaire allant jusqu'à 200 euros par mois.

Danger pour la santé

Les effets néfastes du travail de nuit sur la santé sont bien connus. Il réduit de 5 à 8 ans l'espérance de vie et augmente les risques de cancer, de maladies cardiovasculaires, d'hypertension, de diabète, ainsi que de troubles psychologiques comme la dépression.

Le travail de nuit est bien sûr nécessaire dans certains secteurs, des soins de santé, transports publics, services de secours, télécommunications, énergie, ou certaines productions ininterrompues. Il devrait être compensé par des temps de repos supplémentaires.

Mais dans la majorité des cas, le travail de nuit est dicté par la seule logique du profit. Les patrons veulent rentabiliser au maximum leurs machines, entrepôts et usines : jour et nuit, peu importe les conséquences sur la santé des travailleurs.

Un combat permanent du mouvement ouvrier



8 heures de travail, 8 heures de loisirs, 8 heures de repos, une vieille revendication du mouvement ouvrier international !

Depuis ses origines, le mouvement ouvrier s'est opposé à l'allongement de la journée de travail et au travail nocturne.

Dès les années 1800, les ou-

vriers du mouvement chartiste en Angleterre luttaient déjà contre des journées de 16 heures, imposées même aux enfants.

Les Première et Deuxième Internationales ouvrières ont fait de la réduction du temps de travail un de leurs combats centraux. Le 1er mai est ainsi devenu, dans le monde entier, la journée de lutte pour les 8 heures de travail.

Ce n'est qu'après la Première Guerre mondiale, sous la pression de la Révolution ouvrière russe de 1917, que les bourgeoisies d'Europe occidentale ont été contraintes d'instaurer la journée de huit heures.

Il faut renverser le capitalisme

La lutte pour la limitation du temps de travail est aussi ancienne que le capitalisme lui-même. Elle est au cœur de l'affrontement entre travailleurs et capitalistes.

Aujourd'hui, alors que la productivité ne cesse d'augmenter, la réduction collective du temps de travail est la seule réponse cohérente au chômage, en partageant le travail entre tous, sans perte de salaire.

Mais pour en finir avec l'exploitation pour de bon, il faudra renverser le capitalisme.

Non aux licenciements chez Balta

529 travailleurs risquent de perdre leur emploi dans la restructuration du site de production de tapis Balta, en Flandre.

Les patrons de Balta choisissent de licencier les ouvriers pour délocaliser la production de tapis, car elle sera plus rentable ailleurs pour eux et leurs profits.

Une attaque en plus du patronat contre laquelle il faudrait se défendre collectivement.

Grève chez Lidl

Les travailleurs de plusieurs magasins Lidl ont fait grève, le 13 juin. Cette grève suit celles qui ont eu lieu une semaine plus tôt, par les travailleurs des cinq centres de distribution de l'enseigne en Belgique.



Les travailleurs et les syndicats dénoncent les charges de travail excessives, intenables. Les heures supplémentaires imposées, et particulièrement le sous-effectif dans chaque magasin.

Le manque de personnel se fait sentir tous les jours, quand il faut mettre en rayon depuis la réserve surchargée à quelques bras seulement, ou quand les caissières n'arrivent même plus à prendre une pause sur la journée parce qu'elles ne sont pas remplacées.

A la tête de cette multinationale réputée pour les cas de harcèlement au travail, de pression psychologique exercée par les supérieurs hiérarchiques, d'exploitation en un mot, trône le capitaliste Dieter Schwarz et sa fortune de 46 milliards de dollars.

L'argent existe pour embaucher massivement et répartir le travail !

Cellule de reconditionnement

Après une fermeture, dans une cellule de reconversion, un formateur du Forem fait la morale à des travailleurs dont la moitié ont l'âge d'être son père. « *Les patrons et les actionnaires font tourner la société* […] *en Belgique, nous n'avons pas à nous plaindre de la protection sociale, contrairement à d'autres pays. Il faut écouter ce que dit le MR pour remettre les gens au travail* […] ».

Lorsque un ouvrier lui fait observer que ce sont les travailleurs qui créent toutes les richesses et que le gouvernement détruit le droit du travail, que répond le formateur ? « *Pas de politique* » !

Bodson marchand d'illusions

Thierry Bodson, le dirigeant de la FGTB, a annoncé qu'il quitterait son poste fin 2025, six mois plus tôt que prévu pour « *raisons personnelles* ». Depuis sa prise de fonction en 2020, il s'est fait le grand défenseur d'un « *front des progressistes* » entre partis (PS-PTB-Ecolo), syndicats et mutualités. Selon lui, un tel front, et un gouvernement avec ces trois partis permettrait « *certainement* […] *des avancées pour le monde du travail*. »

Mais c'est faux ! Les gouvernements de gauche comme de droite qui ont, par le passé, mis en place des réformes sociales, ne l'ont pas fait parce que les électeurs avaient « *bien voté* ».

Chaque progrès pour les travailleurs a été le résultat de concessions des patrons et des gouvernements, soit pour freiner les travailleurs en lutte comme en 1936 avec les congés payés et les 40h, soit pour remettre sur pieds les travailleurs après la guerre et aussi désamorcer des risques de luttes avant même qu'elles ne se produisent, comme en 1945 avec la Sécurité Sociale.

Dans les deux cas, il s'agissait d'un gouvernement de coalition rassemblant des partis de gauche et de droite, et tous étaient d'accord que ces mesures étaient nécessaires pour tenter de prévenir ou de mettre fin aux luttes so-

ciales.

Les patrons ne lâchent des réformes sociales que quand ils y sont obligés par le rapport de force.

En 1961 par exemple, alors que la Belgique venait de connaître la plus grande grève de son histoire, le Parti Socialiste au gouvernement n'a accordé aucune miette à la classe ouvrière, car les directions syndicales, avec André Renard à leur tête, ont réussi à entraîner la lutte dans une impasse régionaliste.

Alors le Parti Socialiste a pu imposer à la population des mesures d'austérité brutales et une aggravation des mesures de répression.

Contrairement à ce que prétend Bodson, et à ce que prétendront les dirigeants syndicaux qui vont lui succéder, les élections ne changent pas la vie des travailleurs. Les gouvernements ne sont là que pour défendre les intérêts des patrons et des actionnaires, pas ceux des travailleurs.

Même quand se met en place un large front de gauche, il ne fait qu'appliquer la même politique du patronat une fois au gouvernement, comme Syriza en Grèce ou Podemos en Espagne.

Comme le dénonçait déjà Karl Marx après la Commune de Paris de 1871 : « *On autorise les opprimés à décider périodiquement, pour un certain nombre d'années, quel sera, parmi les représentants de la classe des oppresseurs, celui qui les représentera et les foulera aux pieds au Parlement* ».

Marx en concluait que les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs luttes pour se défendre, et quand ils sont assez forts, pour prendre le pouvoir… par la révolution !



Leur société

Menteurs

Le gouvernement fédéral a supprimé cette année à Bruxelles et en Wallonie plus de 20 millions d'euros de subsides aux CPAS.

Cet argent permettait de répondre à des besoins urgents, comme un sommier pour éviter que des enfants dorment par terre, ou proposer un emploi article 60 à ceux qui vivent du "Revenu d'Intégration Social" (RIS).

Devant les caméras, les ministres promettent d'aider les CPAS à faire face aux conséquences de l'exclusion massive des chômeurs.

Ensuite, ils reprennent « leur travail » et coupent dans les aides dont dépend la population la plus pauvre.

Parasites

L'administration fiscale réclame des dizaines de millions d'euros au milliardaire anversois Fernand Huts pour évasion fiscale.

Les entreprises de son groupe, Katoen Natie, ont versé leurs bénéfices à une filiale au Luxembourg avant de les placer en tant que patrimoine privé dans le paradis fiscal britannique de l'île de Jersey. Ce montage a permis d'éviter un impôt de 30%.

Pris la main dans le sac, le milliardaire ne se laisse pas démonter et écrit une lettre ouverte directement au ministre des finances, Jan Jambon (N-VA), pour se plaindre « *des intimidations* » de l'administration fiscale.

Paiera ? Paiera pas ? En tout cas, une affaire révélatrice des méthodes des capitalistes qui se soucient peu de payer pour un État, tout en exigeant de celui-ci des subsides et des commandes.

Pas notre dette

Des millions de travailleurs, chômeurs, pensionnés, rentrent leur déclaration fiscale avec inquiétude et amertume. « *Où part tout cet argent ?* »

Pas dans des pensions décentes, de moins en moins dans des emplois publics, des crèches, des logements sociaux, des transports abordables. Bien sûr les ministres et députés se servent au passage, mais ces milliards finissent avant tout par grossir les bénéfices des entreprises et des banques.

Cela n'empêche pas les médias et politiciens de pousser des hauts cris sur l'aggravation de « *la*

dette nationale ». A les entendre, les vieux vivraient trop vieux. Les malades seraient trop malades. Et Fernand Huts ? Et la fraude astronomique des capitalistes ? Et l'appétit des marchands d'armes ? Là, c'est silence radio.

Les travailleurs créent toutes les richesses, si le gouvernement s'endette, c'est pour aider les actionnaires des grosses entreprises qui fraudent et qui exploitent.

Du sang dans le coffre-fort

Pendant que les armes répandent la mort à Gaza, en Ukraine, au Soudan, au Congo et dans bien d'autres régions, les capitalistes de l'armement se frottent les mains.



Le gouvernement belge a prévu 17 milliards de dépenses militaires supplémentaires d'ici la fin de la législature. Le ministre de l'armée, Francken, va en France pour acheter pour 14,4 milliards de chars d'assaut. Un milliard supplémentaire est envisagé pour un bouclier anti-missiles.

L'argent coule tellement à flot que, selon une enquête de la fédération patronale Agoria, près d'une entreprise technologique belge sur deux veut se lancer dans la production d'armes !

La guerre est devenue le nouveau prétexte, après l'écologie, pour recevoir des cadeaux du gouvernement. Sauf que, passant du vert au vert-de-gris, les produits du capital viendront alimenter les massacres aux quatre coins de la planète, et la Belgique ne pourra être épargnée… Jusqu'à ce que les travailleurs retournent les armes contre leurs propres généraux pour renverser le capitalisme !

La police n'est pas au service de la population

Il y a deux semaines, Fabian, un enfant de 11 ans en trottinette électrique, a été écrasé en plein jour par la voiture de police qui le poursuivait dans un parc à Ganshoren, gyrophare éteint et sirène silencieuse !

Le policier a comparu vendredi 13 juin devant le tribunal de première instance à Bruxelles. Il est poursuivi pour « *entrave méchante à la circulation* » et placé sous bracelet électronique à domicile pour un mois… tout en continuant à percevoir son salaire.

En 2020, lorsque Adil Charrot âgé de 19 ans et Mehdi Bouda ont été tués tous les deux lors de contrôles de police, le parquet a protégé les policiers. Cette fois-ci, la justice semble craindre la colère de la population. Mais le procureur du roi s'est empressé de rappeler qu'il ne fait pas le procès de la police dans sa globalité et qu'il se tient fermement du côté des forces de l'ordre.

Pourtant cela ne suffit pas pour la police. Le vendredi 13 juin, pendant que le policier comparaissait devant le tribunal, une centaine de policiers se sont rassemblés devant le palais de justice pour soutenir leur collègue.

Aucun préavis n'avait été déposé pour ce rassemblement, les policiers présents avaient l'accord de leur chef de corps et ont été payés normalement. Ils ont même été autorisés à y aller en voiture de fonction et en uniforme.

Il s'agissait d'une démonstration de force de la police qui entend montrer qu'elle n'accepte aucune remise en cause !

Et le gouvernement accepte parce que la police est avant tout là pour défendre les intérêts des plus riches et pas de la population.

Peterbos : mise en scène sécuritaire

Sous prétexte de lutte contre la drogue, 900 policiers ont perquisitionné et contrôlé des centaines d'habitants du quartier populaire de Peterbos, à Anderlecht (Bruxelles).

C'est vrai que le trafic de drogue pourrit la vie des habitants du quartier, mais ces interventions policières à grand spectacle ne résoudront rien. Car c'est la misère qui pousse à la délinquance.

Les fermetures et licenciements qui se multiplient, comme celle d'Audi, ne font qu'aggraver la situation.

En plus le gouvernement s'en sert pour diviser la population à coup de propagande anti-pauvres d'où sont issus la plupart des petits délinquants.

Les vrais délinquants

Une habitante a dénoncé devant les médias l'opération comme un « show » : « *ous ne pouvez pas faire une enquête et voir qui sont les criminels ? Pourquoi nous traiter tous comme des criminels ? Pour nous terroriser ?* ».

Que le trafic de drogue rend la vie difficile pour les habitants, c'est évident.

Mais les criminels les plus dangereux, ceux qui détruisent la vie de tout le monde, sont les actionnaires et patrons, comme ceux de VW-Audi (et toute leur bande de capitalistes) qui ont raflé des dizaines de milliards sur le dos des travailleurs et sont partis avec la caisse, en laissant le chômage.

États-Unis : manifestations contre la chasse aux migrants

Donald Trump a accéléré sa chasse aux migrants. De véritables opérations commando ont été organisées, la police fédérale, masquée, en tenue militaire, roulant en blindés, venant arrêter des travailleurs sans-papiers sur leur lieu de travail.

À San Diego fin mai, puis à Los Angeles le 6 juin, étaient arrêtés des employés de restaurant, des employés d'un entrepôt de textiles et des ouvriers du bâtiment attendant sur les parkings des magasins de matériel de construction qu'un petit patron les embauche à la journée.

Des réseaux d'aide aux travailleurs immigrés se sont interposés, ont tenté d'arracher leurs camarades des griffes de la police fédérale et ont ensuite encerclé les locaux où ils étaient détenus. Des centaines de manifestants se sont joints à eux, affrontant des policiers brandissant des fusils d'assaut et tirant des gazs lacrymogènes.

Dans les jours qui ont suivi, des manifestations ont été organisées pour protester contre la politique d'extrême droite de Trump.

Les autorités ont fait appel à la police locale pour contenir les protestations, qualifiées de violentes, et arrêter des manifestants. Dans le centre de Los Angeles, un couvre-feu a été imposé. De nombreux policiers, à pied, en voiture ou à cheval, ont quadrillé la ville survolée par des hélicoptères.

Pour appuyer cette politique, des gardes nationaux et des marines ont été envoyés à Los Angeles par Trump. Ils protègent des bâtiments que personne ne menace, et servent surtout à renforcer la posture d'homme à poigne de Trump. Il a d'autant plus besoin de faire du bruit en mobilisant l'armée qu'il tâche de faire passer beaucoup plus discrètement dans le budget des dispositions qui priveront 11 millions de pauvres de couverture médicale et d'accès à l'aide alimentaire.



Supportant mal le fait que ses prédécesseurs démocrates, Obama puis Biden, ont fait arrêter et renvoyer plus de sans-papiers que lui jusqu'à présent, Trump veut faire du chiffre en prétendant s'en prendre aux criminels étrangers. Or, il est plus facile d'arrêter un lycéen se rendant à un entraînement de volley et des ouvriers sur leur lieu de travail que de mettre derrière les barreaux de véritables gangsters dont la spécialité est de se cacher de la police.

Trump mène une politique de division des travailleurs qui, si elle peut gêner ponctuellement quelques petits patrons employant des sans-papiers, permet à bien d'autres de profiter de l'insécurité dans laquelle l'État plonge une partie de la classe ouvrière. Le patronat s'en sert pour tirer vers le bas les salaires, y compris ceux des travailleurs américains.

Ce ne sont pas les procédures judiciaires contestant la légalité douteuse des ordres et décrets de Trump – spécialité du Parti démocrate – qui l'empêchent de frapper des travailleurs. Mais les arrestations d'ouvriers sans-papiers à Los Angeles ont provoqué des manifestations de protestation dans plusieurs autres villes. Il est à espérer qu'elles seront une étape dans la prise de conscience du véritable contenu de la politique de Trump.

Forcés de fuir la barbarie

En dix ans, le nombre de personnes qui ont été forcées de fuir leur pays à cause des guerres, des persécutions ou de la misère a doublé. Elles étaient plus de 123 millions en 2024.

Cette augmentation est la conséquence du pourrissement du capitalisme qui engendre de nouvelles guerres, comme en Ukraine, ou le ré-embrasement de conflits jamais terminés comme au Moyen-Orient.

La grande majorité de ceux qui fuient la barbarie trouvent refuge dans un pays voisin de leur pays natal. Les trois quarts des réfugiés du monde se trouvent dans des pays pauvres.

Sur Terre, une personne sur 67 a dû quitter son lieu de vie.

Par deux fois, toute une partie de la population belge a dû émigrer massivement lors de la 1ère puis la 2eme guerre mondiale. Si on laisse faire, tout indique que le capitalisme nous entraîne vers un conflit encore plus violent que les deux premiers.



Israël soutient les gangs criminels

L'armée israélienne maintient le blocus à Gaza, ne laisse passer que quelques camions de vivres bien insuffisants pour nourrir deux millions d'habitants et impose que leur distribution soit organisée dans des centres militarisés.

En parallèle, le gouvernement de Netanyahou soutient, finance et transfère des armes à des gangs.

Le chaos de la guerre, les destructions, les déplacements forcés, la pénurie de produits indispensables à la survie, la recherche d'un moyen de quitter l'enfer des bombardements à tout prix… ne peuvent que favoriser les pillards, les passeurs et les trafiquants.

Et les dirigeants israéliens ont choisi de faciliter le développement de certains de ces gangs criminels, en les armant et en les mettant à l'abri de la répression du Hamas.

Le gouvernement israélien espère que le chaos engendré par les gangs poussera une partie des Palestiniens de Gaza à partir « volontairement » quand il décidera de vider Gaza de la plus grande partie de ses habitants.

Et en favorisant le développement des gangs, Netanyahou vise à concurrencer et affaiblir le Hamas encore davantage, alors que le nettoyage ethnique en cours à Gaza n'a pas réussi à l'éliminer.

Les dirigeants israéliens reprennent contre le Hamas la politique menée dans les années 1980-90 contre le Fatah de Yasser Arafat, quand ils avaient favorisé les Frères musulmans, puis soutenu le Hamas, sa branche politico-militaire, participant à sa montée au pouvoir.

Les dirigeants israéliens, avec la bénédiction des pays impérialistes, préparent le terrain pour que des groupes criminels et islamistes mafieux deviennent peut-être le prochain "Hamas".

Opposition au massacre

Le 27 mai, en Israël, de nombreux étudiants ont manifesté sur les campus et plus de 1.300 d'entre eux ont signé la lettre « Drapeau noir », qui appelle à la fin de la guerre à Gaza et à la fin de la dévastation des Palestiniens.

Cette lettre rappelle la famine imposée, les meurtres, les crimes commis à Gaza par l'armée israélienne, et dénonce « *des actions innommables menées en notre nom, de nos propres mains, qui finiront par détruire depuis l'intérieur l'enseignement supérieur en Israël et la société toute entière* ».



La fraction de la population israélienne qui manifeste contre les décisions de son propre gouvernement est minoritaire aujourd'hui.

Mais, en pleine guerre, en appelant à la paix, elle prouve que des liens entre les peuples sont toujours possibles et ne manqueront pas de renaître.

Mais alors ce n'est pas seulement la Paix qu'il faudra imposer, mais la fin du capitalisme qui est la cause des guerres !



Suivez nous

sur les réseaux:

Lutte Ouvrière Belgique.

Email:contact@lutteouvriere.be

Tel: 0470-18.82.39

Internet: www.lutte-ouvriere.be